

# Éolien ou nucléaire : du bon usage des fonds publics

**Henri Prévot**

Pour l'expert en politiques énergétiques\*, le choix de continuer à privilégier l'atome permettrait de dégager des fonds utiles à d'autres causes.

Faisons l'hypothèse étrange que la France renonce à la moitié des éoliennes et des capteurs photovoltaïques prévus par le Grenelle de l'environnement et qu'elle construise trois réacteurs EPR de plus. Comme le nucléaire coûte moins cher, avec les économies réalisées, la France pourrait sauver des millions de personnes dans le monde en complétant le financement d'un programme d'éradication du sida. Voici pourquoi.

La demande d'électricité varie en cours de journée et d'une saison à l'autre. Le gros des variations est prévisible, mais il faut aussi à chaque instant ajuster la production aux petites variations rapides et imprévisibles de la demande. Les centrales nucléaires accompagnent assez bien les variations prévisibles. Les barrages et des centrales au gaz ou au

charbon permettent d'ajuster la production à la demande et complètent la production lorsque la consommation est très forte. L'ensemble émet très peu de CO<sub>2</sub>.

La production éolienne ou solaire ajoutera d'autres variations peu prévisibles. Il n'y a aucune raison pour que cette production soit plus forte lorsque la consommation augmente et inversement. Au contraire, les pointes de consommation apparaissent en fin d'après-midi d'hiver lorsqu'il fait très froid, quand il fait nuit et quand, souvent, le vent ne souffle pas. Il faudra donc créer de nouvelles capacités de production pour ces pointes de consommation et pour répondre aux changements rapides du vent ou de l'ensoleillement : des centrales au gaz ou au charbon, qui émettent du gaz carbonique. Au total, le coût sera supérieur à celui des moyens employés aujourd'hui.

La production annuelle éolienne, qui sera de 50 à 60 millions de MWh en 2020 selon le Grenelle et celle de photovoltaïque de 5 millions de MWh coûteront chaque année 5 milliards d'euros de plus que si l'on faisait davantage appel au nucléaire. Or, selon le secrétaire général de l'ONU, il manque 17 milliards d'euros pour éradiquer le sida, qui contamine 2,5 millions de personnes par an. Si l'on renonçait à la moitié des éoliennes et du photovoltaïque prévus par le Grenelle, avec trois réacteurs nu-

cléaires de plus, nous pourrions peut-être un très improbable risque d'accident nucléaire sans plus de morts qu'à Fukushima (très peu) mais il est sûr que les économies réalisées permettraient de sauver des millions de vies.

Sinon, ces 2,5 milliards d'euros d'économies annuelles pourraient financer chez nous 60 000 emplois d'infirmiers, de policiers ou de chercheurs, à moins que l'on décide d'en faire bénéficier les consommateurs d'électricité et de préserver notre compétitivité en limitant la hausse du prix de l'électricité.

Il y a néanmoins une raison d'aider la construction de quelques éoliennes et la recherche sur le solaire. Les quelques pays qui ne pourront pas produire d'électricité nucléaire ou hydraulique en auront grand besoin. Et nos entreprises prendront plus facilement pied sur ces marchés si elles peuvent démontrer leur savoir-faire.

Choisir le mode de production d'électricité est une décision politique. Alors que le budget de l'État est en crise, que les ménages s'inquiètent pour leur pouvoir d'achat, pesons le pour et le contre. Au lieu de dépenser des milliards pour éviter quelques réacteurs nucléaires, ne vaut-il pas mieux aider les pays en développement, financer la recherche et de nouvelles techniques ou créer des emplois réellement utiles ?

\* Auteur de «Trop de pétrole!» (Seuil).